



# Assemblée générale

Distr. générale  
16 novembre 2005  
Français  
Original: anglais

---

## Soixantième session

Point 90 de l'ordre du jour

### Traité sur une zone exempte d'armes nucléaires en Afrique

#### Rapport de la Première Commission

Rapporteuse : M<sup>me</sup> Elvina Jusufaj (Albanie)

## I. Introduction

1. La question intitulée « Traité sur une zone exempte d'armes nucléaires en Afrique » a été inscrite à l'ordre du jour provisoire de la soixantième session de l'Assemblée générale conformément à la résolution 58/30 de l'Assemblée en date du 8 décembre 2003.
2. À sa 17<sup>e</sup> séance plénière, le 20 septembre 2005, l'Assemblée générale a décidé, sur la recommandation du Bureau, d'inscrire la question à son ordre du jour et de la renvoyer à la Première Commission.
3. À sa 1<sup>re</sup> séance, le 29 septembre 2005, la Première Commission a décidé de tenir un débat général sur toutes les questions relatives au désarmement et à la sécurité internationale qui lui avaient été renvoyées, à savoir les points 85 à 105, débat qui a eu lieu de la 2<sup>e</sup> à la 7<sup>e</sup> séance, du 3 au 7 octobre (voir A/C.1/60/PV.2 à 7). Les questions ont fait l'objet d'un examen thématique et des projets de résolution ont été présentés et examinés de la 8<sup>e</sup> à la 17<sup>e</sup> séance, du 10 au 14 octobre et du 17 au 21 octobre (voir A/C.1/60/PV.8 à 17). La Commission s'est prononcée sur tous les projets de résolution de la 18<sup>e</sup> à la 23<sup>e</sup> séance, du 24 au 26 et les 28 et le 31 octobre et le 1<sup>er</sup> novembre (voir A/C.1/60/PV.18 à 23).
4. Pour l'examen de cette question, la Commission était saisie de la lettre datée du 27 juin 2005, adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent du Mexique auprès de l'Organisation des Nations Unies (A/60/121).

## II. Examen du projet de résolution A/C.1/60/L.8

5. À la 19<sup>e</sup> séance, le 25 octobre, le représentant du Nigéria a présenté un projet de résolution intitulé « Traité sur une zone exempte d'armes nucléaires en Afrique » (A/C.1/60/L.8), au nom des États Membres de l'ONU qui sont membres du Groupe



des États d'Afrique. Par la suite, le Bangladesh s'est porté coauteur du projet de résolution.

6. À la 21<sup>e</sup> séance, le 28 octobre, la Commission a adopté le projet de résolution A/C.1/60/L.8 sans le mettre aux voix (voir par. 7).

### III. Recommandation de la Première Commission

7. La Première Commission recommande à l'Assemblée générale d'adopter le projet de résolution suivant :

#### Traité sur une zone exempte d'armes nucléaires en Afrique

*L'Assemblée générale,*

*Rappelant* ses résolutions 51/53 du 10 décembre 1996 et 56/17 du 29 novembre 2001 et toutes ses autres résolutions pertinentes, ainsi que celles de l'Organisation de l'unité africaine,

*Rappelant également* la signature du Traité sur une zone exempte d'armes nucléaires en Afrique (Traité de Pelindaba)<sup>1</sup>, qui a eu lieu au Caire le 11 avril 1996,

*Rappelant en outre* la Déclaration du Caire adoptée à cette occasion<sup>2</sup>, dans laquelle il est souligné que la création de zones exemptes d'armes nucléaires, en particulier dans les régions où il existe des tensions, telles que le Moyen-Orient, renforce la paix et la sécurité internationales et régionales,

*Prenant note* de la déclaration faite le 12 avril 1996 par le Président du Conseil de sécurité au nom des membres du Conseil<sup>3</sup>, dans laquelle il est affirmé que la signature du Traité sur une zone exempte d'armes nucléaires en Afrique constitue une contribution importante des pays d'Afrique au maintien de la paix et de la sécurité internationales,

*Considérant* que la création de zones exemptes d'armes nucléaires, en particulier au Moyen-Orient, renforcerait la sécurité de l'Afrique et la viabilité de la zone exempte d'armes nucléaires en Afrique,

1. *Invite* les États africains qui ne l'ont pas encore fait à signer et à ratifier dès que possible le Traité sur une zone exempte d'armes nucléaires en Afrique (Traité de Pelindaba)<sup>1</sup>, de façon qu'il puisse entrer en vigueur dans les meilleurs délais;

2. *Exprime sa gratitude* aux États dotés d'armes nucléaires qui ont signé les protocoles les concernant, et invite ceux qui n'ont pas encore ratifié les protocoles les concernant à le faire dès que possible;

3. *Demande* aux États visés par le Protocole III au Traité qui ne l'ont pas encore fait de prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer la prompt application du Traité aux territoires situés dans la zone géographique définie dans celui-ci et dont ils sont internationalement responsables *de jure* ou de facto;

4. *Demande* aux États africains parties au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires<sup>4</sup> qui ne l'ont pas encore fait de conclure des accords de garanties généralisées avec l'Agence internationale de l'énergie atomique conformément au Traité, s'acquittant ainsi des obligations qui leur incombent en vertu de l'alinéa b de

<sup>1</sup> Voir A/50/426, annexe.

<sup>2</sup> A/51/113-S/1996/276, annexe.

<sup>3</sup> S/PRST/1996/17; voir *Résolutions et décisions du Conseil de sécurité, 1996*.

<sup>4</sup> Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 729, no 10485.

l'article 9 et de l'annexe II du Traité de Pelindaba quand celui-ci entrera en vigueur, et de conclure des protocoles additionnels à leurs accords de garanties en s'inspirant du Modèle de protocole approuvé par le Conseil des gouverneurs de l'Agence le 15 mai 1997<sup>5</sup>;

5. *Exprime sa gratitude* au Secrétaire général, au Président de la Commission de l'Union africaine et au Directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique pour la diligence avec laquelle ils ont fourni une assistance efficace aux signataires du Traité;

6. *Décide* d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa soixante-deuxième session la question intitulée « Traité sur une zone exempte d'armes nucléaires en Afrique ».

---

---

<sup>5</sup> Agence internationale de l'énergie atomique, INFCIRC/540 (corrigé).